

Unité départementale Aube/Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10026 TROYES

TROYES, le 17/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DOSSOT Frères

17 rue du Pilon
10260 Virey-sous-Bar

Références :
Code AIOT : 0005702183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2023 dans l'établissement DOSSOT Frères implanté Dessus de Bicherey 10110 Chervey. L'inspection a été annoncée le 05/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DOSSOT Frères
- Dessus de Bicherey 10110 Chervey
- Code AIOT : 0005702183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière DOSSOT FRERES à Chervey a été autorisée en 1998 jusqu'en 2012. Depuis 2013, son renouvellement et son extension sont autorisés par l'arrêté préfectoral n°2013002-0002 pour une durée de 12 ans. En 2021, l'entreprise FINANCIERE CVL détenant le groupe MITHIEUX TP a racheté la-dite carrière mais DOSSOT en reste l'exploitant.

Le groupe a déposé un dossier de demande de prolongation et de modifications d'exploitation en octobre 2022. Cette demande a fait l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire en décembre 2022 et d'une consultation du public, terminée en août 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plans d'exploitation
- Nuisances
- Sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bornages	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Accès à la voirie publique	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
4	Hauteur des fronts de taille	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plans	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 16	/	Sans objet
5	Bruits	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 22.1	/	Sans objet
6	Poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	/	Sans objet
7	Préservation du milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 10	/	Sans objet
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 18.1	/	Sans objet
9	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 23	/	Sans objet

Le groupe Mithieux TP reprend en gestion, depuis 2021, une carrière qui présentait des non-conformités, l'exploitant nous a montré son engagement lors de la visite pour remettre son site en conformité dans les meilleurs délais.

De plus, l'Inspection marque un point de vigilance sur le nouveau chemin d'accès créé. Les fronts de part et d'autre de la voie d'accès, d'une hauteur approximative de 20 mètres, présentent un danger potentiel pour les usagers. Nous demandons à l'exploitant de s'assurer de la bonne stabilité de ces fronts et/ou de les abaisser en tant que de besoin.

Aussi, l'Inspection propose un projet d'arrêté de mise en demeure à Madame la Préfète de l'Aube afin d'encadrer le retour à la conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 16
Thème(s) : Situation administrative, Plans d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan à l'échelle 1/500 ^{ème} est établi. Sur ce plan sont reportés: - Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - Les bordes de fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - Les zones remises en état, - Les bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et les bornes de nivellement visées à l'article 4, - Les pistes et voies de circulation, - Les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte, - Les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux,...
Ces plan est mis à jour au moins une fois par an et transmis à l'Inspection des Installations Classées.
Constats : Le plan du site à l'échelle 1/500 ^{ème} a été présenté à l'inspection, il contient les informations nécessaires susnommées. A noter qu'il n'y a plus d'installation fixe de concassage sur le site, des installations de traitement mobiles font le déplacement 2 fois par an pour des périodes de 3 semaines/1 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Bornages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 4
Thème(s) : Autre, Bornes de nivellement
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1, l'exploitant est tenu de placer : 1) les bornes [ABCD...] matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation PA tel que figurant sur le plan joint en annexe au présent arrêté ; 2) Un piquetage [1,2,3..] matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'extraction PE tel que figurant sur le plan joint en annexe au présent arrêté ; 3) 3 bornes de nivellement permettant le contrôle des côtes NGF prescrites ci-après. L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces bornes et assure si nécessaire leur réimplantation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Les bornes de nivellement ne sont pas mises en place. L'Inspection propose à Madame de la Préfète de l'Aube, de rappeler la prescription par un arrêté préfectoral de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Accès à la voirie publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité de la voie d'accès
Prescription contrôlée : Avant le début d'exploitation, l'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. [...]
Constats : Suite à un conflit de servitude avec le propriétaire de la parcelle sur laquelle se trouvait l'accès initial de la carrière, l'exploitant a créé un nouvel accès plus au Nord du site. La création de cet accès est autorisée par délibération du conseil municipal en date du 08/12/2021. La visite de ce jour soulève toutefois des questions en termes de sécurité de ce nouvel accès. Le creusement de ce chemin a formé 2 fronts de taille d'une vingtaine de mètres de part et d'autre. Pour mémoire, la carrière est autorisée pour des fronts de taille de 5 mètres et la limite maximale pour les carrières dans l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié est de 15 mètres, sauf dérogation. L'Inspection considère que l'accès au site peu présenter des risques pour la sécurité des usagers. Il est demandé à l'exploitant de garantir la sécurité de l'accès à travers un abaissement des parois ou tout autres mesures dont il garantira l'efficacité (purge, clôture, ...). Les justificatifs seront transmis à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : Hauteur des fronts de taille

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 1
Thème(s) : Autre, Sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitation est conduite par gradins successifs de 5 mètres de hauteur maximale. [...]
Constats : La hauteur des fronts de taille excède la hauteur réglementaire des 5 mètres. L'exploitant s'est engagé à remodeler les fronts pour Mars/Avril 2024. L'inspection propose de rappeler la remise à niveau des fronts dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 5 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 22.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Prescription contrôlée : [...] Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation autorisée (périmètre PA défini à l'article 1) sont :

<p>- 70 dB(A) de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés - 60 dB(A) de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés</p> <p>[...]</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué tous les 5 ans.</p>
<p>Constats : Le dernier contrôle des niveaux sonores date de Juin 2022, celui-ci a été présenté à l'inspection.</p> <p>Le niveau de bruit ambiant relevé en limites d'emprise autorisées respecte la réglementation en vigueur et les prescriptions de l'AP d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Analyses de retombées de poussière</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p>
<p>Constats : La carrière ayant une production inférieure à 150 000 tonnes/an, le site n'est pas soumis au Plan de Surveillance des Emissions de Poussières exigé par l'article 19.5 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994. les installations de traitement sont toutefois soumises aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 26/11/2012.</p> <p>Suite à la reprise de la carrière, l'exploitant a déposé un dossier de demande de prolongation et de modification d'exploitation en octobre 2022. Ce porter à connaissance a mené à la soumission d'un arrêté préfectoral complémentaire, transmis le 7 décembre 2022 à la préfecture de département. Cet APC propose que les mesures de retombées de poussière soient coordonnées avec les campagnes de concassage, soient 2 fois par an. L'APC n'est aujourd'hui pas encore en vigueur mais l'exploitant s'engage à effectuer les mesures de retombées de poussière comme décrites dans leur demande. En lieu et date de la visite, il n'y a pas encore eu lieu de campagne de concassage donc pas de mesures de retombées de poussière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Préservation du milieu naturel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 10</p>
<p>Thème(s) : Autre, Suivi écologique</p>
<p>Prescription contrôlée : La bande des 10 mètres située au Nord du site sera clôturée afin d'empêcher tout dépôt.</p> <p>Le pétitionnaire s'adjoindra les services d'un organisme compétent en sciences environnementales et en génie écologique afin d'exploiter et de réaliser la remise en état du site en favorisant le maintien et le développement des espèces animales et végétales inféodées au site. Ce suivi devra être réalisé en 2013, en milieu d'autorisation et 8 mois avant la fin de la présente autorisation. Un bilan de ce suivi sera transmis dans les 2 mois qui suivent sa réalisation à l'inspection des installations classées.</p>

L'exploitant prendra les mesures nécessaires au maintien des espèces protégées recensées sur le site.
Une haie d'épineux sera plantée en début d'exploitation au Nord du site.
Constats : Le Bureau d'études ENCEM a effectué le rapport de suivi écologique en Janvier 2020 (dossier T16276635). Ce rapport a été présenté à l'inspection. Dans ce rapport, ENCEM affirme que la haie prévue est inexistante mais que les talus de terre végétale et de stériles déposés en limite Nord jouent le même rôle, ces derniers étant devenus fonctionnels pour l'avifaune.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 18.1
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de ravitaillement des engins
Prescription contrôlée : Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aires étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Ce point bas est relié à un séparateur d'hydrocarbures ayant une concentration en sortie en hydrocarbures de 5mg/L au maximum. [...]
Des kits anti-pollution devront être à disposition en quantité adaptée dans tous les véhicules de l'exploitant et le personnel sera formé à l'utilisation de ces kits.
Constats : Le ravitaillement des engins ne se fait plus sur le site donc les aménagements cités n'ont pas lieu d'être. Des kits anti-pollution sont présents dans chacun des engins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 23
Thème(s) : Situation administrative, Dépôt des garanties financières
Prescription contrôlée : La durée de l'autorisation est divisée en 2 périodes quinquennales et une phase de 2 ans. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état joint en annexe au présent arrêté présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état des installations autorisées et de leurs installations connexes est de : <ul style="list-style-type: none"> - 153 500 euros pour la première phase - 181 000 euros pour la deuxième phase - 190 000 euros pour la troisième phase

L'indice TP01 ayant servi au calcul des garanties financières est de 659,7.
Constats : La demande de renouvellement de la caution a été envoyée en Juin 2023 a bpi France. Un mail de confirmation a été présenté à l'Inspection. L'attestation de garanties financières sera transmise à l'inspection sous 15 jours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet